
DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

en vue de la prestation de

SERVICES DE PLOMBERIE ET DE CHAUFFAGE

Agriculture et Agroalimentaire Canada

**Centre du développement de l'agroforesterie et ferme expérimentale
d'Indian Head**

Indian Head, Saskatchewan

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 01R11-16-S011

Autorité contractante
Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

SERVICES DE PLOMBERIE ET DE CHAUFFAGE – AAC, Indian Head (Saskatchewan)

1. INTRODUCTION ET PORTÉE

Le Centre du développement de l'agroforesterie et ferme expérimentale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada du chemin Government d'Indian Head en Saskatchewan, souhaite retenir les services d'une entreprise de services de plomberie (compagnon plombier) pour fournir la main-d'œuvre, les pièces et le matériel, les outils et l'équipement, le transport et la supervision requis pour la prestation de travaux de services de plomberie « **au gré des besoins** ».

2. DEMANDES D'EXPLICATIONS

Veillez transmettre vos demandes d'explications à l'adresse suivante :

Melissa Smith, Agente, Approvisionnements
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Pièce 300
2010 avenue 12
REGINA SK S4P 0M3

Téléphone : 306-523-6545
Télécopieur : 306-780-5018
Courriel : melissa.smith@agr.gc.ca

Toutes les demandes d'explications concernant la présente demande d'offre à commandes (DOC) doivent être présentées par écrit à la personne susmentionnée au plus tard à 12 h, heure locale de Regina, le 7 juillet 2015. Les explications et les directives fournies oralement n'auront pas force exécutoire. Toute demande de renseignements reçue après cette date NE SERA PAS traitée.

3. MODIFICATIONS

Le gouvernement du Canada se réserve le droit de réviser ou de modifier la présente demande d'offre à commandes avant la date limite de soumission. Le cas échéant, de telles révisions ou modifications seront annoncées dans un ou plusieurs addendas.

4. DATE LIMITE DE PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS DANS LE CADRE DE LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

Les propositions envoyées à l'adresse suivante et portant la mention ci-dessous seront acceptées jusqu'à **14 H, HEURE LOCALE DE REGINA, MARDI 21 JUILLET 2015** :

**MELISSA SMITH
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA
PIÈCE 300
2010 AVENUE 12
REGINA SK S4P 0M3**

DOC-01R11-16-S011-SERVICES DE PLOMBERIE ET DE CHAUFFAGE, INDIAN HEAD

Les propositions en retard ne seront pas examinées et seront renvoyées cachetées. Il incombe à toute entreprise ou à tout particulier de s'assurer que les propositions sont reçues avant la date limite.

5. PROPOSITIONS SOUMISES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

On ne tiendra pas compte des propositions soumises par télégraphe, télécopieur, disque numérique ou courrier électronique.

6. PAIEMENT POUR LES PROPOSITIONS

Aucun paiement ne sera versé pour la présentation d'une proposition en réponse à la présente demande d'offre à commandes.

7. TAXES

La taxe sur les produits et les services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVP) ne sont pas considérées comme des taxes applicables aux fins de la présente demande d'offre à commandes.

8. REJET DES PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN RÉPONSE À LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

Le gouvernement du Canada se réserve le droit de rejeter toute proposition qui ne sert pas ses intérêts.

9. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les documents suivants sont joints :

- A - Conditions générales et supplémentaires
- B - Exigences générales
- C - Exigences obligatoires
- D - Format des propositions
- E - Méthodes d'évaluation des propositions

ANNEXE A Exigences en matière d'attestations
ANNEXE B Dossier de soumission

10. DATE D'ADJUDICATION

Le gouvernement du Canada entend étudier les propositions et adjudger une offre à commandes d'ici août 2015.

11. VISITE FACULTATIVE DU SITE

Il est recommandé aux soumissionnaires d'inspecter les lieux où les services doivent être rendus afin de se familiariser avec leurs caractéristiques et leurs contraintes. Les soumissionnaires ont la responsabilité d'examiner les lieux et de s'informer de toutes les conditions qui pourraient avoir une incidence sur la nature ou la prestation des services. L'ignorance des conditions locales ne peut en aucun cas constituer un motif valide pour justifier des coûts supplémentaires ou l'incapacité d'exécuter de façon satisfaisante l'une des tâches stipulées.

Toute question pertinente posée dans le cadre d'une visite du site ainsi que sa réponse seront affichées sur du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG).

Si vous souhaitez visiter le site, veuillez communiquer avec une des personnes-ressources ci-dessous avant le Juillet 2.

Don McCarron, chef, Services administratifs

306-695-5104 / don.mccarron@agr.gc.ca

ou Gene Burstyk, agent de la gestion des installations

306-695-5144 / gene.burstyk@agr.gc.ca

1. INTERPRÉTATION

1. « **Commande subséquente** » s'entend de l'action de placer une commande dans le cadre de l'offre à commandes à l'aide du formulaire Commande subséquente à l'offre à commandes, qui doit être signé en bonne et due forme par l'autorité contractante et accepté par le soumissionnaire.
2. « **Canada** » ou « **Sa Majesté** » signifie Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée ici par le ministre.
3. « **Autorité contractante** » s'entend de la personne désignée comme telle dans l'offre à commandes pour agir comme représentant du Canada. L'autorité contractante est responsable de l'établissement, de la gestion et de l'administration de l'offre à commandes et de tout problème contractuel lié aux commandes subséquentes à l'offre à commandes.
4. « **Représentant du Ministère** » s'entend de toute personne autorisée par le ministre aux fins de l'offre à commandes. Toute modification proposée quant à la portée des travaux doit être discutée avec le représentant du Ministère et les modifications ne peuvent être confirmées que par une modification à l'offre à commande acceptée par l'autorité contractante.
5. « **Ministre** » s'entend du ministre du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada (AAC) et s'entend d'une personne qui agit au nom du ministre, le successeur du ministre en place, leur substitut légitime et leurs fonctionnaires et représentants nommés aux fins de l'offre à commandes.
6. « **Soumissionnaire** » s'entend d'une personne ou entité dont le nom figure sur la feuille d'accompagnement de l'offre à commandes et qui propose de fournir des biens, des services ou les deux au Canada dans le cadre de l'offre à commandes.
7. « **Personne** » s'entend de tout particulier, société en nom collectif, entreprise individuelle, coentreprise, consortium ou société, à moins d'avis contraire expressément stipulé dans l'offre à commandes.
8. « **Travail** » s'entend le travail décrit dans chaque commande placée dans le cadre de l'offre à commandes et dans l'énoncé des travaux joint.

2. MÉTHODE(S) DE COMMANDE SUBSÉQUENTE

1. Les commandes subséquentes à l'offre à commandes peuvent être passées en faisant appel des instrument suivant :
 1. le formulaire AAC, **offre à commande individuelle et ministérielle - Commande subséquente**.

3. PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

1. La durée de départ de l'offre à commandes est d'une (1) année, à partir de la «date de début» jusqu'à la «date de fin».
2. Option de proroger l'offre à commandes

Le soumissionnaire accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée de l'offre à commandes pour une **durée de trois (3) périodes supplémentaires d'un (1) an** selon les mêmes modalités.

Le soumissionnaire accepte que pendant la période de prolongation de l'offre à commandes, les tarifs et les prix soient conformes aux conditions de l'offre à commandes.

Le Canada n'est pas obligé d'exercer une quelconque période d'option.

Le Canada peut exercer cette option en envoyant une modification par écrit au soumissionnaire au moins 30 jours civils avant la date d'expiration de l'offre à commandes.

4. MODIFICATIONS

1. Toute modification de l'offre à commandes doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. Le soumissionnaire ne doit accomplir aucune tâche allant au-delà de la portée de la présente offre à commandes en se fondant sur des instructions ou des demandes verbales ou écrites émanant de tout autre fonctionnaire que l'agent susmentionné.

5. ATTRIBUTION DU TRAVAIL ET IMPARTITION

1. L'offre à commandes ne peut être attribuée par le soumissionnaire, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit de l'autorité contractante. En outre, le travail ne peut être imparté par le soumissionnaire, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit de l'autorité contractante. Toutes les conditions d'application générale de la présente offre à commandes doivent être incorporées dans toutes les autres offres à commandes établies en raison de la présente offre à commandes, à l'exception des offres à commandes destinées uniquement à la fourniture de plantes ou de matériel.
2. Toute attribution ou impartition réputée avoir été obtenu sans le consentement écrit préalable de l'autorité contractante sera nulle et non avenue et constituera un motif suffisant pour la dénonciation immédiate de cette offre à commandes, à la discrétion de l'autorité contractante.

6. DÉLAIS DE RIGUEUR

1. Dans la présente offre à commandes et dans tout contrat établi à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes, les délais sont de rigueur.

7. LOIS APPLICABLES

1. Toutes les commandes subséquentes à la présente offre à commandes doivent être interprétées et régies par les lois en vigueur dans la province de la Saskatchewan, et toutes les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

8. INDEMNISATION

1. Le soumissionnaire s'engage à assumer toutes les responsabilités et à indemniser Sa Majesté et le ministre de toutes réclamations, pertes, coûts, dommages, actions et poursuites attribuables ou liés à la prestation des services du soumissionnaire, y compris pour les omissions, les actions inappropriées et les retards dans l'exécution des travaux.

9. BIENS DE SA MAJESTÉ

1. Le soumissionnaire sera responsable envers Sa Majesté à l'égard de toute perte ou dommage causé aux biens de Sa Majesté en raison de l'exécution négligente ou de la non-exécution des travaux, qu'une telle perte soit ou non attribuable à des causes échappant au contrôle du soumissionnaire.

10. COOPÉRATION ET REMISE EN BON ÉTAT

1. Le soumissionnaire doit coopérer entièrement avec les autres entrepreneurs ou employés de la Couronne envoyés sur les lieux des travaux par le représentant du Ministère.
2. Le soumissionnaire doit exécuter les travaux en dérangeant le moins possible le personnel de la Couronne et le public.
3. Le soumissionnaire doit obtenir l'approbation du représentant du Ministère pour apporter des rajustements aux heures de travail prescrites pendant lesquelles il propose d'exécuter les travaux et au calendrier de travail prescrit.
4. Le soumissionnaire doit réparer et remettre en état toutes les parties des biens appartenant à AAC que lui-même, son personnel, son matériel ou tout sous-traitant a endommagé.
5. Tout le travail doit être exécuté selon la norme qui peut être exigée par tout code applicable et, dans tous les cas, au moins selon les spécifications contractuelles prescrites. Si ni l'un ni l'autre n'est applicable, le type, la qualité et le fini des travaux doivent correspondre à ceux des biens ou des normes existants d'AAC.
6. Lorsque les travaux ont des répercussions sur une partie occupée d'un bâtiment, le soumissionnaire doit faire en sorte que la prestation des services dans le bâtiment ne soit pas interrompue, et que l'accès nécessaire au personnel et aux véhicules soit assuré dans la mesure du possible.

11. ACCÈS AUX LIEUX DES TRAVAUX

1. Le représentant du Ministère ou tout agent autorisé par le représentant du Ministère doit pouvoir accéder en tout temps aux lieux des travaux.

12. ENLÈVEMENT DES DÉBRIS

1. Le soumissionnaire doit retirer des lieux de travail, selon la définition donnée dans l'énoncé des travaux, de temps en temps et selon les directives du représentant du Ministère, tous les rebuts et débris résultant des travaux.

13. SUSPENSION DES TRAVAUX

1. Le représentant du Ministère peut suspendre les travaux liés à une commande subséquente à la suite d'événements tels qu'une ou des urgences nationales ou locales, des préoccupations à l'égard de dégâts causés à l'environnement ou une rupture de contrat par le soumissionnaire, jusqu'à ce que les lacunes soient corrigées, auquel cas le soumissionnaire doit assurer la protection des travaux exécutés conformément aux directives du représentant du Ministère.
2. Le Ministère remboursera les dépenses raisonnables et appropriées engagées par le soumissionnaire pour protéger le travail exécuté.

14. RECTIFICATION DES DÉFAUTS

1. Le soumissionnaire doit, sur avis du représentant du Ministère, rectifier à ses propres frais tout défaut qui apparaît dans les travaux exécutés dans les 12 mois suivant l'achèvement des travaux.

15. SIGNALISATION ET PUBLICITÉ

1. Le soumissionnaire doit fournir, ériger et entretenir toutes les barrières nécessaires, des feux rouges convenables et suffisants, des signes et des panneaux de danger, et doit prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection des travaux et la sécurité du public.
2. Le soumissionnaire ne doit pas ériger ou permettre l'érection de toute signalisation ou publicité sur les lieux des travaux sans avoir obtenu au préalable le consentement par écrit du ministre.

16. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

1. Les députés de la Chambre des communes ne peuvent être partie à cette offre à commandes, ni participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

17. RÉSILIATION

1. Par suite d'un manquement
Dans l'éventualité où le soumissionnaire abandonne les travaux, omet de s'acquitter de ses obligations aux termes de cette offre à commandes ou de faire progresser les travaux, de manière à mettre en danger, de l'avis du ministre, l'achèvement ou l'exécution satisfaisante des travaux, le Canada peut, par avis écrit au soumissionnaire, résilier l'offre à commandes avec le soumissionnaire, avec effet à la date de la remise ou à toute autre date établie dans l'avis de résiliation. L'exercice du droit de résiliation ne doit pas porter préjudice à tout autre droit ou recours légal dont dispose le Canada contre le soumissionnaire.

2. Sans motif

Le Canada a également le droit de résilier la présente offre à commandes à tout moment, sans motif, en donnant un avis par écrit de 30 jours de son intention au soumissionnaire. Dans le cas d'une telle résiliation, le Canada est obligé de ne payer que les biens ou services fournis en vertu de la présente offre à commandes jusqu'à la date de résiliation.

18. PAIEMENT

1. Le soumissionnaire doit soumettre au représentant du Ministère une facture séparée pour chaque commande subséquente et se conformer à toute instruction relative à la facturation contenue dans la présente. Chacune des factures doit comporter les montants suivants :
 1. le montant de la valeur des travaux exécutés de façon satisfaisante, compte non tenu de la TPS;
 2. le montant de la TPS qui s'applique;
 3. le montant total combiné.
2. Sous réserve de vérification par le représentant du Ministère, une facture présentée par le soumissionnaire pour les travaux achevés à la satisfaction du représentant du Ministère doit être acquittée au plus tard 30 jours après sa réception. Si des renseignements supplémentaires sont demandés par le représentant du Ministère à des fins de vérification dans les 15 jours suivant la réception de la facture, la période de paiement de 30 jours commencer à la date de réception des renseignements demandés.

19. INTÉRÊTS SUR LES COMPTES EN SOUFFRANCE

1. Sous réserve du paragraphe 20.2 du présent document, si Sa Majesté tarde à effectuer un paiement dû en vertu de la section 19 du présent document, le soumissionnaire aura droit aux intérêts sur le montant en souffrance, qui courront à partir de la date à laquelle le montant est échu jusqu'à la date précédant celle inscrite sur le chèque émis en paiement du montant en souffrance. Des frais d'intérêt simple doivent être payés au taux d'escompte moyen majoré de 3 p. 100 par an sur tout montant en souffrance. Ces frais d'intérêt doivent être payés automatiquement, sauf en ce qui concerne les montants en souffrance depuis moins de 15 jours, pour lesquels aucun intérêt n'est dû si le paiement est fait dans les 15 jours suivant la date d'échéance, à moins que le soumissionnaire ait demandé le versement de ces intérêts après l'échéance du paiement.
2. Le taux d'escompte moyen s'entend de la moyenne arithmétique simple des taux d'escompte fixés à 16 h (HNE) chaque jour du mois qui précède immédiatement le mois dans lequel le paiement est fait. Le taux d'escompte est le taux d'intérêt qui est fixé quand besoin est par la Banque du Canada et qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances aux membres de l'Association canadienne des paiements.

20. AUTORISATION DE SÉCURITÉ

1. Le soumissionnaire doit, à la demande du représentant du Ministère, fournir et veiller à ce que toutes les personnes désignées par le soumissionnaire pour travailler sur les lieux des travaux fournissent les renseignements personnels aux fins de l'Autorisation de sécurité du gouvernement fédéral. La procédure de vérification des cotes de sécurité pourrait comprendre la vérification des empreintes digitales.

2. Le soumissionnaire doit également fournir l'autorité contractante, tous les trimestres, et chaque fois qu'on le lui demande, une (1) liste à jour et exacte de ses employés qui ont besoin d'un accès aux lieux des travaux. De telles listes doivent être établies selon un format dicté par l'autorité contractante. En cas de manquement aux directives du présent paragraphe, l'autorité contractante aura le droit de mettre fin aux travaux de la commande subséquente en cours.
3. Le Canada aura le droit d'expulser tout employé du soumissionnaire des lieux des travaux pour des raisons de sécurité, indépendamment des résultats ou de l'état de toute vérification de la cote de sécurité dudit employé. Le représentant du Ministère peut aviser le soumissionnaire de tout employé devant être expulsé pour cette raison.
4. Sa Majesté ne peut être tenue responsable de tout coût de quelque sorte ou nature que ce soit assumé par le soumissionnaire, qui pourrait être attribuable à l'exercice du droit du Canada établi dans la présente section.

21. INSPECTION ET APPROBATION

1. Le soumissionnaire doit exécuter les travaux en temps opportun ainsi que de façon satisfaisante et professionnelle. Tous les travaux exécutés à la suite d'une commande subséquente à la présente offre à commandes seront assujettis à une inspection et à une approbation par le ministre.

22. FONDS CANADIENS

1. Tous les montants d'argent mentionnés dans la présente offre à commandes et dans les commandes subséquentes à la présente offre à commandes sont en devises canadiennes.

23. CONFLIT D'INTÉRÊTS

1. Aucun ancien titulaire de charge publique qui déroge aux dispositions concernant l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne doit profiter directement de l'offre à commandes.

24. SITUATION DU SOUMISSIONNAIRE

1. Le soumissionnaire est engagé en vertu de l'offre à commandes à titre d'entrepreneur indépendant. Ni le soumissionnaire et ni l'un ou l'autre de ses employés n'est engagé en vertu de l'offre à commandes à titre d'employé, de serviteur ou d'agent de Sa Majesté. Le soumissionnaire est la seule partie responsable pour tous les paiements et toutes les déductions requises par la loi, notamment les paiements et déductions faits au titre du régime de pensions du Canada ou du régime de rentes du Québec, de l'assurance-emploi, de l'indemnisation des accidentés du travail, de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur les biens et services.

25. ATTESTATION D'ABSENCE D'HONORAIRES CONDITIONNELS

1. Aux fins de la présente section :

honoraires conditionnels : tout paiement ou toute autre forme de rémunération calculé en fonction du degré du succès d'une sollicitation ou de l'obtention d'une offre à commandes du gouvernement ou de la négociation d'une partie ou de la totalité des modalités d'une telle offre;

employé : personne avec laquelle le soumissionnaire entretient une relation d'employeur-employé;

personne : particulier ou groupe de particuliers, société, société en nom collectif, organisation et association et, sans restreindre le sens général de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de présenter une déclaration au commissaire en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying* (L.R.) 1985, ch. 44 (4^e supplément), qui peut faire l'objet de modifications au besoin.

2. Le soumissionnaire certifie qu'il n'a pas payé ou accepté de payer, directement ou indirectement et s'engage à ne pas payer, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention de la présente offre à commandes à toute personne autre qu'un employé du soumissionnaire agissant dans le cours normal de ses tâches.
3. Tous les comptes et les registres liés au paiement d'honoraires ou à d'autres formes de rémunération pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention de l'offre à commandes doivent être assujettis aux dispositions de l'offre à commandes visant la vérification des comptes.
4. Dans le cas où le soumissionnaire fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans les présentes, le ministre peut soit reprendre les travaux confiés au soumissionnaire, conformément aux dispositions de la présente offre à commandes ou récupérer le montant total des honoraires conditionnels du soumissionnaire en réduisant le prix des commandes subséquentes dudit montant et en l'affectant en compensation au prix des commandes subséquentes, ou de quelque autre façon.

26. REPRISE DES TRAVAUX CONFIS AU SOUMISSIONNAIRE

1. Dans les cas suivants :

1. en cas de défaut ou de retard causé par le soumissionnaire dans le lancement ou l'exécution de l'ensemble ou d'une partie des travaux à la satisfaction du ministre et dans le cas où le ministre a donné au soumissionnaire un avis à ce sujet obligeant le soumissionnaire à corriger ce défaut ou ce retard, et que ce défaut ou retard n'est pas corrigé après la communication de l'avis;
2. lorsque le soumissionnaire a manqué à son obligation d'achever les travaux ou qu'il est raisonnable de prévoir qu'il manquera à son obligation d'achever les travaux, un tel achèvement étant requis en vertu de l'offre à commandes;
3. lorsque le soumissionnaire est devenu insolvable ou a commis un acte de faillite;
4. en cas d'abandon par le soumissionnaire de la totalité ou d'une partie des travaux;
5. lorsque le soumissionnaire est censé avoir attribué l'offre à commandes à une autre partie sans le consentement requis du ministre;

6. lorsque le soumissionnaire a, d'une autre façon, omis d'observer ou d'exécuter une quelconque disposition de l'offre à commandes; le ministre peut, sous réserve de toute restriction établie dans la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, et sans autre autorisation supplémentaire, reprendre la totalité ou une partie des travaux confiés au soumissionnaire et prendre les mesures légales qu'il juge nécessaires pour assurer l'achèvement des travaux.
2. Dans le cas où la totalité ou une partie des travaux confiés au soumissionnaire sont repris en vertu du paragraphe 27.1 :
 1. sa Majesté ne sera plus tenue de faire les paiements au soumissionnaire, et aucun autre paiement ne sera fait au soumissionnaire à moins que le ministre certifie que Sa Majesté ne subira aucun préjudice financier attribuable à de tels paiements;
 2. le soumissionnaire ne doit pas être libéré de ses obligations juridiques ou contractuelles, à l'exception de l'exécution de la portion des travaux qui ont été confiés à une autre partie;
 3. le soumissionnaire doit rembourser à Sa Majesté tous les frais attribuables aux pertes et aux dommages qu'aura subis Sa Majesté en raison du défaut du soumissionnaire d'achever lesdits travaux, ou qui peuvent être réclamés ou affectés en compensation aux montants autrement payables au soumissionnaire.

27. AVIS DE RETRAIT OU DE RÉVISION

1. Dans le cas où le soumissionnaire souhaite retirer l'offre à commandes après qu'une commande subséquente à une offre à commandes a été faite, le soumissionnaire doit donner un préavis écrit d'au moins trente (30) jours à l'autorité contractante, à moins d'indication contraire dans la commande subséquente à l'offre à commandes. Un tel retrait d'offre à commandes n'entrera pas en vigueur avant qu'AAC n'ait reçu un tel avis et avant l'expiration de la période d'avis en question. Le soumissionnaire convient par les présentes d'achever les travaux qui lui sont confiés au moyens de commandes subséquentes et qui peuvent être effectués avant la fin de la période dudit préavis. Si la période de l'offre à commandes est prolongée ou si le plafond des dépenses est relevé, l'autorité contractante doit réviser l'offre à commandes.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

1. RÉGLEMENTATION VISANT LES LIEUX DE TRAVAIL

1. Le soumissionnaire accepte et convient de se conformer à toutes les commandes subséquentes ou à d'autres règlements en vigueur sur les lieux où des travaux doivent être exécutés, soit les règlements visant la sécurité des personnes occupant les lieux de travail ou la protection des biens contre la perte ou les dommages attribuables à quelque cause que ce soit, y compris un incendie.

2. RÈGLEMENTS DE SÉCURITÉ ET CODES DU TRAVAIL

1. Le soumissionnaire doit se conformer à toutes les règles de sécurité, tous les règlements et tous les codes du travail en vigueur dans les endroits où des travaux ont lieu.

3. INDEMNISATION DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL

1. Il est obligatoire que toutes les personnes qui exécutent des travaux soient couvertes par la législation pertinente en matière d'indemnisation des accidentés du travail.

4. T1204 – INSTRUCTIONS VISANT LA FACTURATION

1. En vertu de l'alinéa 221 (1)(d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les paiements faits par des ministères et des organismes publics à des entrepreneurs dans le cadre de contrats de service auxquels s'applique la *Loi* (y compris les contrats donnant lieu à la prestation combinée de biens et services) doivent être déclarés sur un formulaire T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement.

5. LIMITATION FINANCIÈRE

1. Le montant maximum payable par Sa Majesté au titre de la présente offre, y compris la ou les périodes d'option, ne doit pas dépasser le montant de **\$200,000.00** (plus la taxe applicable).
2. La valeur de chaque commande subséquente à la présente offre à commandes ne doit pas dépasser **\$25,000.00** (plus la taxe applicable).
3. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante relativement au caractère adéquat de la limite lorsque 75 p. 100 de la limite est atteint ou deux (2) mois avant l'échéance de l'offre à commande, selon la première occurrence. Toutefois, si le soumissionnaire juge, à quelque moment que ce soit, que la limite est susceptible d'être dépassée, il doit en aviser immédiatement l'autorité contractante.

6. LICENCES, PERMIS ET CERTIFICATS

1. Le soumissionnaire doit obtenir et maintenir la validité de tous les permis, toutes les licences et tous les certificats d'approbation nécessaires à l'exécution des travaux, conformément à

toute législation fédérale, provinciale ou municipale applicable. Il doit assumer la responsabilité de tous les frais imposés par une telle législation ou réglementation. Sur demande, le soumissionnaire doit fournir au Canada une copie des permis, des licences ou des certificats.

7. SANCTIONS INTERNATIONALES

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.

Le site Web suivant offre des renseignements sur les sanctions existantes :

www.international.gc.ca/sanctions

2. L'une des conditions de la présente offre à commandes et de toute commande subséquente, le cas échéant, est que le soumissionnaire ne peut fournir au gouvernement du Canada des biens ou des services qui sont assujettis à des sanctions économiques.
3. Le soumissionnaire est tenu par la loi de se conformer aux modifications apportées à la réglementation pendant la durée de l'offre à commandes. Si l'imposition de sanctions à un pays ou un particulier, ou encore si l'ajout d'un bien ou d'un service à la liste des biens et services faisant l'objet de sanctions empêche le soumissionnaire de remplir, en totalité ou en partie, ses obligations à l'égard d'une commande subséquente à l'offre à commandes, le soumissionnaire doit traiter la situation comme un cas de force majeure. Le soumissionnaire doit alors informer immédiatement le Canada de la situation, et la procédure relative aux cas de force majeure sera alors appliquée.

8. TAXE SUR LES BIENS ET SERVICES OU DE LA TAXE HARMONISÉE

1. Sauf indication contraire, tous les prix et toutes les sommes excluent la TPS ou la TVH, le cas échéant. Le montant de la TPS ou de la TVH, selon le cas, est en sus du prix mentionné et sera acquitté par le Canada. La TPS ou la TVH estimative est incluse dans le coût estimatif total. Dans la mesure où elle s'applique, la TPS ou la TVH sera précisée dans toutes les factures et les demandes d'acompte et sera indiquée distinctement sur les factures et dans les demandes en question. Tous les biens ou les services détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être précisés à ce titre sur toutes les factures. Le soumissionnaire s'engage à verser à l'Agence du revenu Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.

1.0 OBJECTIF:

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), d'Indian Head en Saskatchewan, souhaite retenir les services d'une entreprise de services de plomberie (compagnon plombier) pour fournir la main-d'œuvre, les pièces et le matériel, les outils et l'équipement, le transport et la supervision requis pour la prestation de travaux de services de plomberie « **au gré des besoins** ».

L'entrepreneur devra affecter un compagnon plombier en vue de la réalisation de travaux d'entretien, de réparation, d'installation et d'urgence en cas de panne de l'équipement.

2.0 CONTEXTE:

Le Centre du développement de l'agroforesterie se situe à environ 1,6 km au sud de la ville d'Indian Head. La ferme expérimentale d'Indian Head se trouve à l'est de la ville, sur la route périphérique de cette dernière, et fait office de sous-station du Centre de recherches de Swift Current. Les travaux réalisés dans ces deux installations sont coordonnés par la ferme expérimentale d'Indian Head.

Les deux installations sont en service cinq jours par semaine entre 8 h et 16 h 30, bien que quelques expériences soient menées 24 heures sur 24 pendant de longues périodes.

3.0 SERVICES REQUIS:

Les types de services comprennent, sans s'y limiter :

- 1) les systèmes de chauffage à eau chaude, dont les systèmes à alimentation d'eau glycolée;
- 2) les installations de plomberie résidentielles, dont l'aqueduc, les eaux usées, les eaux grises, les éviers, les toilettes, les urinoirs, l'eau de haute qualité (osmose inverse), les adoucisseurs d'eau, les dessiccateurs d'air, etc.;
- 3) des travaux de tôlerie de toute sorte sur des conduits, des ventilateurs et les systèmes secondaires;
- 4) les autres systèmes des immeubles, entre autres, les émetteurs infrarouges alimentés au gaz, les réservoirs d'eau chaude, les adoucisseurs d'eau, les réseaux de distribution d'eau domestique, les ventilateurs, etc.;
- 5) l'installation de nouvel équipement.

Les services seront assurés pendant les heures suivantes :

Heures normales : du lundi au vendredi (de 8 h à 16 h 30).

Heures supplémentaires : du lundi au vendredi (de 16 h 31 à 7 h 59), y compris les fins de semaine et les jours fériés.

Il s'agit d'une installation sans fumée et sans parfum.

4.0 DÉLAIS D'INTERVENTION:

L'entrepreneur doit être disponible 24 heures sur 24, sept jours par semaine et pouvoir être joint par téléphone ou par cellulaire en vue de la prestation de services d'urgence. Ces numéros de téléphone doivent être fournis au agent de la gestion des installations au moment de l'adjudication du contrat.

L'entrepreneur doit être disposé à réaliser les réparations d'urgence en cas de panne et à effectuer l'entretien courant dans les délais suivants :

1. Urgence :
Une déféctuosité ou une panne nécessitant une intervention immédiate – **dans les 4 heures;**
2. Entretien courant :
Travaux essentiels d'entretien courant devant être réalisés aussitôt que possible – **dans les 48 heures.**

5.0 EXIGENCES ÉTABLIES PAR LES LOIS, LES RÈGLEMENTS ET LES CODES:

Les normes et les codes ci-dessous, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat, peuvent faire l'objet de modifications et de révisions. Les éditions les plus récentes de ces normes et codes devront être respectées pendant toute la durée du contrat.

En cas de conflit entre les normes ou les codes susmentionnés, la plus rigoureuse ou le plus rigoureux s'appliquera.

- i) Conseil du Trésor du Canada;
- ii) Association canadienne de normalisation (CSA);
- iii) *Loi canadienne sur la protection de l'environnement;*
- iv) *Code national du bâtiment du Canada;*
- v) *Code national de prévention des incendies;*
- vi) *Partie II du Code canadien du travail;*
- vii) Section « Santé et sécurité au travail » de la partie II *du Code canadien du travail;*
- viii) Norme sur les travaux de construction (CI 301) du Commissaire fédéral des incendies;
- ix) Lois et règlements provinciaux et territoriaux;
- x) Codes canadiens de la construction et de la sécurité au travail, normes des commissions d'indemnisation des accidents de travail des gouvernements provinciaux et lois et pouvoirs municipaux;
- xi) *Code canadien de l'électricité, partie I, CSA C22-1-1998;*
- xii) *Code canadien de la plomberie;*
- xiii) Les matériaux et la qualité de l'exécution doivent se conformer aux normes de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), de l'Association canadienne de normalisation (CSA), de l'American Society for Testing Materials (ASTM) et des organisations citées comme sources de référence, voire les dépasser.

7.0 CONDITIONS DU TRAVAIL:

1. **La présente offre à commandes ne donne pas de droit exclusif à l'entrepreneur d'exécuter la totalité des travaux qui pourraient être requis. AAC se réserve le droit de faire effectuer des travaux par d'autres moyens.**
2. À la demande d'AAC, l'entrepreneur doit présenter des copies des documents suivants à l'autorité contractante :
 - a) Certificat d'indemnisation des accidents de travail et des responsabilités de l'entrepreneur;
 - b) Certificat d'assurance, comme il est décrit en détail dans les Exigences en matière d'attestation, ANNEXE A.
3. Avant l'adjudication de l'offre à commandes, les employés de l'entrepreneur devant avoir accès aux lieux de travail doivent TOUS détenir une COTE DE FIABILITÉ valide délivrée ou approuvée par Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Chaque employé proposé ne détenant pas une autorisation valide doit remplir le *Formulaire d'autorisation de sécurité* (SCT/TBS 330-23E) à la demande du gouvernement du Canada. AAC transmettra au bureau de sécurité du gouvernement du Canada le nom des personnes proposées en vue de la réalisation des travaux, conformément aux exigences obligatoires, dans le but de déterminer si celles-ci sont admissibles à obtenir une cote de fiabilité.

Tant que l'évaluation de sécurité de l'entrepreneur n'a pas été complétée à la satisfaction d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le personnel de l'entrepreneur n'est pas autorisé à pénétrer sur les lieux. Cette exigence doit être mise à jour lorsqu'il y a des changements de personnel. L'entrepreneur doit payer tous les coûts engagés, le cas échéant.

4. Seuls des plombiers agréés peuvent effectuer les réparations. Un apprenti ne peut participer aux travaux que s'il est sous la supervision d'un compagnon plombier qualifié.
5. L'entrepreneur doit avertir l'Agent de la gestion des installations ou son remplaçant désigné lorsqu'il arrive sur les lieux et lorsqu'il quitte ceux-ci. Il doit également s'identifier et s'inscrire à la réception.

La majeure partie des travaux à réaliser seront établis par l'Agent de la gestion des installations ou son remplaçant désigné. Il se peut que les travaux à effectuer soient parfois établis par d'autres membres du personnel du Centre; l'entrepreneur devra donc travailler avec la personne en question comme il se doit.

6. L'entrepreneur doit maintenir l'intégrité de l'installation existante. Tout dommage causé par l'entrepreneur devra être réparé.
7. L'entrepreneur doit exécuter les travaux de manière à déranger le moins possible les occupants et le public et à perturber le moins possible l'utilisation normale de l'immeuble.
 - i) Les services actifs existants doivent être protégés et maintenus.

- ii) Tout arrêt du système nécessaire pour exécuter un service ou effectuer des réparations doit d'abord être approuvé par l'Agent de la gestion des installations ou par son remplaçant désigné.
8. Suivant l'adjudication de l'offre à commandes, des installations un exemplaire de la politique et du programme de santé et de sécurité au travail de son entreprise. Ce document doit répondre aux exigences des lois fédérales et provinciales sur la santé et la sécurité au travail les plus rigoureuses, et doit être respecté lors de la prestation de services.
 9. L'entrepreneur doit effectuer des évaluations des risques et des dangers sur le chantier afin d'établir des pratiques de travail sécuritaires propres aux lieux des travaux et d'ainsi assurer la santé et le bien-être de ses employés. Des copies de toutes les évaluations formelles des risques et des dangers doivent être fournies au responsable l'Agent de la gestion des installations.
 10. L'entrepreneur doit afficher un plan de sécurité dans une zone commune des lieux des travaux pour qu'il soit bien visible pour tous les travailleurs et les personnes qui ont accès aux lieux des travaux. Il faut également s'assurer que tous les employés, y compris le personnel des sous-traitants, connaissent l'existence d'un tel plan et l'endroit où il est affiché.
 11. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les employés et les personnes autorisées qui pénètrent sur les lieux des travaux connaissent et respectent les plans de sécurité affichés, les règles de sécurité, les règlements, les pratiques de travail sécuritaires ainsi que les lois, les règlements et les codes pertinents en matière de sécurité. L'accès aux lieux des travaux sera interdit à toute personne ne respectant pas ces exigences.
 12. L'entrepreneur doit s'assurer que tout équipement de protection individuelle (ÉPI) approprié est utilisé.
 13. Tous les employés de l'entrepreneur utilisant des produits contrôlés dans une installation ou un immeuble fédéral doivent détenir un certificat du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 14. L'entrepreneur doit fournir une copie de toute fiche signalétique (FS) au responsable l'Agent de la gestion des installations.
 15. L'entrepreneur doit fournir l'ensemble des outils et du matériel requis pour effectuer des travaux en vertu de la présente offre à commandes. Cela comprend, sans s'y limiter, toutes les échelles et tous les dispositifs. Pour le travail en hauteur, les mesures de protection contre les chutes doivent être suivies en tout temps.
 16. L'équipement et les matériaux doivent être neufs et homologués CSA. Les étiquettes et le sceau du fabricant apposés sur les matériaux fournis, entreposés et entretenus doivent être intacts.
 17. Les ajouts, réinstallations ou retraits d'équipement ou de systèmes doivent être consignés, datés et paraphés par l'entrepreneur sur les imprimés concernant l'ouvrage fini, le cas échéant.
 18. L'entrepreneur doit donner une formation aux employés d'entretien d'AAC et aux groupes d'utilisateurs en ce qui concerne les méthodes de fonctionnement et d'entretien de toutes les nouvelles installations. L'entrepreneur fournira également les dessins d'atelier ainsi que les instructions et spécifications du fabricant concernant toutes les nouvelles installations.

19. Estimations Et Facturation: Il se peut que l'entrepreneur doive fournir Agent de la gestion des installations une estimation écrite des frais liés aux réparations et aux nouvelles installations. Les travaux estimés ne seront pas nécessairement exécutés.
20. Si Agent de la gestion des installations le lui demande, l'entrepreneur doit fournir à AAC une facture de grossiste précisant le prix des pièces.
21. AAC se réserve le droit de fournir des matériaux et des pièces à l'entrepreneur. Tous les matériaux doivent être approuvés par l'Agent de la gestion des installations ou son représentant désigné avant la commande ou l'installation.
22. Avant de quitter les lieux, l'entrepreneur devra soumettre au ou l'Agent de la gestion des installations ou son représentant désigné un ordre de travail détaillé expliquant les travaux entrepris. Si besoin est, à chaque visite, avant de quitter les lieux, l'entrepreneur doit remplir tous les registres applicables, faisant état des travaux effectués. Cela comprendra tous les formulaires d'entretien annuel.
23. L'entrepreneur doit remettre à AAC une facture contenant la ventilation détaillée de toutes les pièces, de tout le matériel et de la main-d'œuvre utilisés. La facture doit clairement indiquer tous les ordres de travail associés à la commande subséquente. Le lieu où les travaux sont effectués doit être clairement indiqué sur la facture.

EXIGENCES OBLIGATOIRES

APPENDICE C

Si le soumissionnaire ne respecte pas une ou plusieurs des exigences obligatoires, sa soumission sera jugée non conforme et ne sera pas examinée.

Les soumissionnaires doivent inclure dans leur dossier de soumission les documents démontrant sa conformité aux éléments obligatoires qui suivent :

1) NOMS DES EMPLOYÉS

L'entrepreneur doit inscrire le * **nom de chaque compagnon plombier et apprenti plombier proposé** en vue de la prestation de services dans le cadre de la présente offre à commandes.

Nota : Ces noms devront être soumis à des fins d'autorisation sécuritaire au moment de l'adjudication de l'offre à commandes à l'entreprise retenue conformément à l'article 3 de l'annexe B – 6.0 Conditions de travail décrit ci-dessus.

2) CERTIFICATS

L'entrepreneur doit inclure une **copie d'un certificat de compagnon autorisé à exercer en Saskatchewan** ou d'**un certificat du Programme des normes interprovinciales Sceau rouge pour chaque compagnon plombier** proposé en vue de la prestation de services dans le cadre de la présente offre à commandes.

3) ATTESTATIONS EXIGÉES

Le document **ANNEXE A – Exigences en matière d'attestation**, doit être rempli et présenté avec la proposition.

FORMAT DE PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS PRIVILÉGIÉ

1) Présenter un (1) exemplaire relié de la proposition selon le format indiqué ci-dessous. La proposition doit comprendre ce qui suit :

A. **Page titre**

B. **Lettre de présentation (maximum d'une (1) page)**

Fournir un aperçu de votre entreprise comprenant les éléments suivants :

- Aperçu organisationnel
- Relations de l'entreprise
- Nombre d'années d'activité de l'entreprise
- Emplacement du siège social et de tout bureau secondaire (s'il y a lieu)

C. **Appendi C** - Exigences obligatoires

D. **ANNEXE A** – Exigences en matière d'attestations

2) Présenter un (1) exemplaire du document « ANNEXE B – DOCUMENT DE

SOUMISSION », en citant les sommes en monnaie canadienne, dans une enveloppe distincte de la proposition.

A. Les coûts ne doivent pas comprendre la TPS ou la TVP.

MÉTHODE D'ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

APPENDICE E

Les propositions reçues seront évaluées en fonction de l'ensemble des exigences de la demande de propositions, y compris les critères d'évaluation précisés ci-après.

Sous réserve que la soumission réponde à tous les CRITÈRES OBLIGATOIRES, elle sera évaluée selon les facteurs qui suivent.

Évaluation financière

Vous devez présenter votre proposition de prix conformément à la méthode d'établissement des prix proposée (annexe B).

La proposition de prix sera évaluée comme suit :

Étape 1 - Pour chaque élément : Nombre estimatif d'unités (A) x Prix unitaire (B) = Prix calculé (C)

Étape 2 – Somme des totaux calculés = Votre offre évaluée

Procédure d'évaluation – Tous les soumissionnaires seront évalués et acceptés en fonction du plus bas prix (TPS en sus). Les totaux seront établis en calculant et en totalisant les prix unitaires (TPS en sus (voir l'annexe B).

Le soumissionnaire proposant le prix le plus bas sera recommandé pour l'attribution du contrat.

ATTESTATIONS REQUISES

ANNEXE A

Les exigences de certification suivantes s'appliquent au présent appel d'offre à commandes de documents (DOC). Les proposants doivent inclure cette annexe à leur proposition et signer chaque attestation ci-dessous.

1) ACCEPTATION DES CONDITIONS D'AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Le soumissionnaire accepte les conditions d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

L'énoncé des travaux figurant à l'appendice A et les conditions générales énoncées à l'appendice B de la présente DOC feront partie de l'offre à commandes subséquente.

Signature

Date

2) ENTITÉ JURIDIQUE ET DÉNOMINATION SOCIALE

Veillez attester que le soumissionnaire est une entité juridique, en mentionnant s'il est **(1)** une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou de capitaux, **(2)** en mentionnant les lois en vertu desquelles la société de personnes ou de capitaux a été enregistrée ou constituée, **(3)** en mentionnant aussi le nom d'enregistrement ou de la dénomination. Veillez signaler aussi **(4)** le pays où résident les intérêts majoritaires/propriétaires (nom le cas échéant) de l'organisation.

- (1) _____
(2) _____
(3) _____
(4) _____

Tout contrat subséquent peut être exécuté sous l'une **(1)** des dénominations complètes suivantes et **(2)** à l'un des lieux d'affaires suivants (rue, immeuble, suite / salle, code postal) :

- (1) _____
(2) _____

Signature

Date

Nom du signataire en caractères d'imprimerie

Pour : _____
Nom du soumissionnaire

3) ATTESTATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX TAUX

« Nous attestons par la présente que les prix demandés ont été calculés conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables à tous les services de même nature que nous offrons et vendons, que ces prix ne sont pas supérieurs aux prix les plus bas facturés à qui que ce soit d'autre, y compris à nos clients privilégiés pour la même qualité et la même quantité de services, qu'ils n'englobent pas un élément de profit sur la vente dépassant ceux que nous obtenons habituellement sur la vente de services de la même quantité et de même qualité, qu'ils ne comprennent aucune clause relative à des remises ou à des commissions à des commissionnaires-vendeurs. »

Signature

Date

4) VALIDITÉ DES PROPOSITIONS

Les propositions soumises à la suite de la présente demande d'offre à commandes:

- être valides à tous les égards, y compris le prix, pour un minimum de cent vingt (120) jours après la date de clôture de la présente DP;
- être signées par un représentant autorisé du soumissionnaire à l'endroit prévu sur la DP;
- comprendre le nom et le numéro de téléphone d'un représentant qui peut être joint pour obtenir des précisions ou concernant d'autres questions reliées à la proposition du soumissionnaire.

Signature

Date

Personne-ressource : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

N° de TPS : _____

5) DISPONIBILITÉ ET SITUATION DU PERSONNEL

Le proposant atteste que, s'il est autorisé à fournir des services aux termes d'un contrat résultant de cette invitation à soumissionner, les personnes qu'il propose dans sa proposition seront prêtes à commencer l'exécution des travaux dans un délai raisonnable à partir de l'adjudication du contrat, ou selon les délais précisés aux présentes.

Si le soumissionnaire a proposé un employé pour satisfaire aux exigences de ce travail qui n'est pas l'un de ses employés, il atteste par les présentes qu'il a l'autorisation écrite de cet employé

d'offrir ses services dans le cadre des travaux à exécuter et soumet alors le CV de cet employé à l'autorité contractante.

Lors de l'évaluation de la proposition, le soumissionnaire DOIT à la suite d'une demande de l'autorité contractante fournir une copie de cette autorisation écrite, concernant certains non-employés proposés ou la totalité. Le soumissionnaire atteste que la non-satisfaction d'une telle demande peut entraîner l'irrecevabilité de sa proposition.

Signature

Date

6) CERTIFICAT D'ASSURANCE

.1 Exigences en matière d'assurance

- a) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues dans le présent document. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée de l'offre à commandes. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu de l'offre à commandes, ni ne la diminue.
- b) L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu de l'offre à commandes et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- c) Avant l'attribution de l'offre à commandes, l'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante une copie du certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

.2 Assurance responsabilité civile commerciale

- a) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à un (1) million de dollars (1 000 000 \$) par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- b) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments qui suivent.
 - i) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par

l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : « Le Canada, représenté par Sa Majesté la Reine du chef du Canada ».

- ii) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- iii) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- iv) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- v) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- vi) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- vii) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels :
Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable.
- viii) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- ix) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de dix (10) jours en cas d'annulation de la police.
- x) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

Les soumissionnaires acceptent les clauses et conditions d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Signature

Date

7) ANCIEN FONCTIONNAIRE – STATUT ET COMMUNICATION

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définition

Aux fins de cette clause, « **ancien fonctionnaire** » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la pension de la fonction publique, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« **période du paiement forfaitaire** » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« **pension** » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?

Oui () No ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Signature

Date

8) COENTREPRISE

Lorsqu'une proposition est présentée par une **COENTREPRISE**, elle doit être signée par tous les membres de la coentreprise ou une déclaration doit être transmise selon laquelle le signataire représente toutes les parties de la coentreprise. Le cas échéant, il faut remplir ce qui suit :

1. Le proposant affirme que l'entité qui présente la soumission

_____ est une coentreprise conformément à la définition du paragraphe 3;

_____ n'est pas une coentreprise conformément à la définition du paragraphe 3.
2. Le soumissionnaire qui est une coentreprise doit fournir les renseignements supplémentaires suivants :
 - a) le type de coentreprise (cocher le choix applicable) :
_____ société par actions
_____ coentreprise en commandite
_____ coentreprise en nom collectif
_____ coentreprise contractuelle
_____ autre
 - b) la composition (noms et adresses de tous les membres de la coentreprise)
3. Définition d'une coentreprise
Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui combinent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, dont elles conviennent de partager les profits et les pertes et à l'égard de laquelle elles exercent chacune un certain contrôle. Les coentreprises peuvent prendre diverses formes juridiques qui se répartissent en trois grandes catégories :
 - a) la société par actions;
 - b) la société en participation en nom collectif;
 - c) tout autre accord contractuel où les parties combinent leurs ressources pour favoriser une seule entreprise commerciale sans véritable association ni raison sociale.
4. L'accord de formation d'une coentreprise se distingue d'autres types d'accords conclus avec des entrepreneurs, comme :
 - a) l'accord avec l'entrepreneur principal où, par exemple, l'organisme d'achat passe un marché directement avec un entrepreneur (principal) qui agit comme assembleur et intégrateur; les principaux éléments, assemblages et sous-systèmes étant habituellement confiés à des sous-traitants;
 - b) l'accord avec l'entrepreneur associé où, par exemple, l'organisme d'achat passe un contrat directement avec chacun des fournisseurs d'éléments principaux et assume lui-même l'intégration ou attribue un contrat distinct à cette fin.
5. Lorsque le contrat est adjugé à une coentreprise non constituée en société, tous les membres de cette coentreprise sont responsables conjointement et solidairement de l'exécution du contrat.

Signature

Date

9) PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX

Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que son nom et celui des membres de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne figurent pas sur la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le nom du soumissionnaire ou celui des membres de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, figurent sur la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le défaut de répondre à cette demande rendra la soumission non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

Pour de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web de Ressources humaines et développement des compétences Canada – Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée.]

Remplir les sections A et B.

A. Cochez l'une des déclarations suivantes :

- A1.** Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- A2.** Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- A3.** Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral et assujéti à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- A4.** Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend des employés permanents à temps plein, permanents à temps partiel et temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).
- A5.** Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés et plus au Canada.
- A5.1.** Le soumissionnaire atteste qu'il a déjà conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec RHDC-Canada et que cet accord est valide et en vigueur.

OU

- A5.2.** Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à RHDCC-Travail. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, remplir le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), le signer et le transmettre à RHDCC-Travail.

B. Cochez l'une des déclarations suivantes :

- B1.** Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- B2.** Le soumissionnaire est une coentreprise et chacun de ses membres doit remplir l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, et la transmettre à l'autorité contractante. (Consultez la section sur les coentreprises dans les instructions uniformisées.)

Signature

Date

10) LISTE DES SOUS-TRAITANTS DE L'ENTREPRENEUR

J'ai l'intention d'employer les sous-traitants suivants dont je suis convaincu qu'ils sont, après enquête, fiables et compétents pour assurer la portion des services sous-traités. Tous les autres services seront fournis par moi.

Nom de l'entreprise	Services à sous-traiter	Date depuis laquelle vous connaissez le sous-traitant	Années d'expérience du sous-traitant dans ce domaine	Partie du contrat (%)

Il est entendu que je ne sous-traiterai aucun service à un autre particulier ou organisme, ou au titre d'autres travaux, sans le consentement du ministre de l'Agriculture.

Signature

Date

Document d'appel d'offres 01R11-16-S011 – services de plomberie et de chauffage – aac, indian head

AAC n'acceptera pas de prix distincts pour les frais liés aux camions, au kilométrage et au temps de déplacement pour se rendre sur les lieux. Tous les coûts doivent être inclus dans le tarif horaire proposé.

Pour que votre offre soit jugée conforme, vous devez remplir chaque ligne d'article de la colonne B (prix unitaire).

T1) Année n° 1 – Période initiale de l'offre à commandes (2015 au 2016)

HEURES NORMALES DE TRAVAIL – de 8 h à 16 h 30, du lundi au vendredi					
Art.	Description	Unité	N^{bre} estimatif d'unités (A)	Prix unitaire (B)	Prix calculé(C) = (A x B)
1	Compagnon plombier	heure	400	____\$/heure	D
2	Apprenti plombier	heure	160	____\$/heure	E
EN DEHORS DES HEURES NORMALES – de 16 h 31 à 7 h 59, du lundi au vendredi, y compris les fins de semaine et les jours fériés					
Art.	Description	Unité	N^{bre} estimatif d'unités (A)	Prix unitaire proposé (B)	Prix calculé(C) = (A x B)
3	Compagnon plombier	heure	10	____\$/heure	F
4	Apprenti plombier	heure	10	____\$/heure	G
T1 (Total 1 pour la période initiale de l'offre à commandes) = D + E + F + G					T1

Majoration:

(Cet élément n'est pas évalué dans le prix, mais les fournisseurs indiqueront leur majoration de prix.)

Les soumissionnaires doivent inscrire leur majoration (pourcentage) qui sera prévue dans l'offre à commandes pour chaque année relativement aux matériaux non précisés et aux pièces de rechange (sauf au coût facturé), exclusion faite des taxes applicables.

Prix – majoration :

Période initiale de l'offre à commandes – MAJORATION DE L'ENTREPRENEUR SUR L'INDEMNITÉ ____%

T2) ANNÉE N° 2 – PÉRIODE D'OPTION N° 1 (2016 au 2017)

HEURES NORMALES DE TRAVAIL – de 8 h à 16 h 30, du lundi au vendredi					
Art.	Description	Unité	N^{bre} estimatif d'unités (A)	Prix unitaire (B)	Prix calculé(C) = (A x B)
1	Compagnon plombier	heure	400	____\$/heure	D
2	Apprenti plombier	heure	160	____\$/heure	E
EN DEHORS DES HEURES NORMALES – de 16 h 31 à 7 h 59, du lundi au vendredi, y compris les fins de semaine et les jours fériés					
Art.	Description	Unité	N^{bre} estimatif d'unités (A)	Prix unitaire proposé (B)	Prix calculé(C) = (A x B)
3	Compagnon plombier	heure	10	____\$/heure	F
4	Apprenti plombier	heure	10	____\$/heure	G
T2 (Total 2 pour période d'option n° 1 de l'offre à commandes)= D + E + F + G					T2

Prix – majoration :

Période d'option n° 1 – MAJORATION DE L'ENTREPRENEUR SUR L'INDEMNITÉ _____ %

T3) ANNÉE N° 3 – PÉRIODE D'OPTION N° 2 (2017 – 2018)

HEURES NORMALES DE TRAVAIL – de 8 h à 16 h 30, du lundi au vendredi					
Art.	Description	Unité	N^{bre} estimatif d'unités (A)	Prix unitaire (B)	Prix calculé(C) = (A x B)
1	Compagnon plombier	heure	400	____\$/heure	D
2	Apprenti plombier	heure	160	____\$/heure	E
EN DEHORS DES HEURES NORMALES – de 16 h 31 à 7 h 59, du lundi au vendredi, y compris les fins de semaine et les jours fériés					
Art.	Description	Unité	N^{bre} estimatif d'unités (A)	Prix unitaire proposé (B)	Prix calculé(C) = (A x B)
3	Compagnon plombier	heure	10	____\$/heure	F
4	Apprenti plombier	heure	10	____\$/heure	G

T3 (Total 3 pour période d'option n° 2 de l'offre à commandes) = D + E + F + G	T3
--	----

Prix – majoration :

Période d'option n° 2 – MAJORATION DE L'ENTREPRENEUR SUR L'INDEMNITÉ _____ %

T4) ANNÉE N° 4 – PÉRIODE D'OPTION N° 3 (2018 – 2019)

HEURES NORMALES DE TRAVAIL – de 8 h à 16 h 30, du lundi au vendredi					
Art.	Description	Unité	N ^{bre} estimatif d'unités (A)	Prix unitaire (B)	Prix calculé(C) = (A x B)
1	Compagnon plombier	heure	400	____\$/heure	D
2	Apprenti plombier	heure	160	____\$/heure	E
EN DEHORS DES HEURES NORMALES – de 16 h 31 à 7 h 59, du lundi au vendredi, y compris les fins de semaine et les jours fériés					
Art.	Description	Unité	N ^{bre} estimatif d'unités (A)	Prix unitaire proposé (B)	Prix calculé(C) = (A x B)
3	Compagnon plombier	heure	10	____\$/heure	F
4	Apprenti plombier	heure	10	____\$/heure	G
T4 (Total 4 pour période d'option n° 3 de l'offre à commandes)= D+E F + G					T4

Prix – majoration :

Période d'option n° 3 – MAJORATION DE L'ENTREPRENEUR SUR L'INDEMNITÉ _____ %

* Ces estimations ne seront utilisées qu'à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ni un engagement de la part du gouvernement du Canada en ce qui a trait au volume des services à utiliser dans le cadre de l'offre à commandes.

COÛT TOTAL (PÉRIODE INITIALE DE L'OFFRE À COMMANDES + ANNÉES D'OPTION [T1+T2+T3 +T4])
= _____

Procédure d'évaluation – Une fois les exigences obligatoires satisfaites, on établira les totaux en calculant et en totalisant les prix unitaires (TPS en sus). L'entrepreneur choisi sera celui dont la proposition représentera la cote combinée la plus basse pour l'ensemble des trois (3) années pour la main-d'œuvre, comme il est décrit dans la méthode d'évaluation, appendice E.

Le fournisseur doit indiquer ce qui suit :

Nom du fournisseur ou de l'entreprise : _____

Signature : _____

Date : _____